

POUR UNE POLITIQUE DE LA DOCUMENTATION

Avoir servi l'Etat belge pendant trente ans, c'est avoir assisté à une hécatombe de réformes, de projets et de bonnes résolutions. Vivre en Wallonie, au sein d'une des populations les plus vieilles du monde, c'est subir le triomphe quotidien des routines éprouvées par ceux-à-qui-on-ne-la-fait-pas, sur les tentatives de jeunes-qui-ont-bien-le-temps-d'attendre. Etre historien, pour comble, n'est-ce pas ressembler à cet automobiliste qui explorait la route à venir en scrutant son rétroviseur ?

Toutefois, l'Histoire c'est d'abord une manière de pénétrer dans un monde radicalement différent et, à partir de là, de rendre intelligible le changement.

LES SIGNES AVANT-COUREURS DU CHANGEMENT

Il y a plus de cinq siècles que le servage est tombé en désuétude, près de deux siècles que les Wallons ne sont plus décimés par la famine. Qui prétendra pourtant que nous ne restons pas asservis aux modèles culturels d'une oligarchie et que nous ne végétons pas dans la sous-alimentation culturelle ? Exemple des distorsions entre le rapide progrès économique, la rigidité des structures sociales et l'inertie foncière des mentalités. Par bonheur, aucune dictature n'est encore venue résorber ces contradictions et le « stupide XIX^e siècle », en menant à bien la lutte contre l'analphabétisme, a brisé le monopole qui jusqu'alors, réservait le savoir aux détenteurs du pouvoir. Pour être poussive, la réaction en chaîne déclenchée par les instituteurs se poursuit sous nos yeux.

Plus personne ne croit à la suprématie d'une culture sur toutes les autres, avec ses corollaires obligés : une élite parée de tous les prestiges, une masse vouée à la tardive digestion du *Kitsch*, aux vaines mimiques du parvenu. « L'honnête homme » que l'on proposait (sans rire) comme idéal aux lycéens de l'entre-deux-guerres, a rejoint le preux chevalier et le docte humaniste aux Invalides des croisades perdues.

Quelle idole n'a été profanée ? En revanche, la ménagère découvre Zola grâce au supermarché. Il n'y a plus ni lettrés ni cancre, ni artistes ni bourgeois ; en chacun désormais, le barbare, l'amateur et le spécialiste doivent, vaille que vaille, cohabiter. L'*apartheid* des intellectuels est sur le point de crouler. Que va-t-il en résulter ?

Un gonflement de la demande tout d'abord. Qui n'a vu une classe envahir une salle de lecture ? un documentaliste harcelé par vingt coups de téléphone en une matinée ? Fini le temps des longues correspondances et des semaines de recherches consacrées à un particulier recommandé en haut lieu. Depuis les

années '70, les « lecteurs invisibles » (c'est-à-dire ceux qui reçoivent par la poste microfilms ou xerox) dépassent en nombre ceux qui fréquentent les salles de lecture. Les étudiants discutent les directives dans un auditoire aménagé à côté des magasins à livres et, après chaque séance de travail, on procède sur le champ à la confrontation des découvertes. Dans les bibliothèques et les archives, le personnel ne se contente plus de remplir des fichiers ; il sait en justifier le classement et l'étendue. Le travail en groupe ne s'improvise pas ; il requiert l'usage d'équipements nouveaux, les contraintes du partage et la discipline du calendrier.

La fin d'un mimétisme aussi. Le temps n'est plus où la Ville louchait vers la Cours ; les bourgeois singeaient la vie de château ; les « enfants de condition modeste » étaient dressés à imiter « les gens comme il faut ». Ce n'est pas verser dans le social-chauvinisme que de reconnaître l'originalité d'une culture populaire voire pauvre. Plus positivement, une telle culture doit se re-définir, à peine d'être niée et nivelée par une société d'abondance. Comment y parvenir sinon en créant, au lieu d'emboîter le pas ? Ce qui suppose non seulement l'accès aux circuits d'information, mais surtout leur exploitation à des fins nouvelles. Des comités se mettent à rédiger des notices archéologiques en vue d'empêcher le saccage d'un quartier ; de jeunes architectes entreprennent de photographier fermes et églises dans l'espoir de mettre fin au pillage qu'organisent antiquaires et curés iconoclastes ; des militants épiluchent la presse afin de composer une anthologie des promesses électorales. D'autres épient les ressources publicitaires, inventorient les slogans.

Tout cela reste proche de la protestation politique ou du défi esthétisant, car il n'est pas commode de larguer d'un coup toutes les amarres. Dans les pays de langue française, la culture est lente à se dépouiller d'une auréole d'excellence littéraire. Ce qui ne va pas sans quelque condescendance à l'égard de cultures fondées sur la maîtrise des techniques ou sur l'actualité scientifique. Le professeur estime plus formatif d'annoncer l'*Anabase* que d'apprendre à regarder des photos, et pourtant il n'en manque pas depuis la guerre de Sécession jusqu'à celle du Vietnam ! Dans les librairies, l'oracle du Goncourt relègue encore à l'arrière-plan des chefs-d'œuvre qui ne sont jamais diffusés parce qu'ils relèvent de l'ethnologie ou de la psychologie.

En matière scientifique, l'instinct du territoire linguistique équivaut à se mettre des œillères. La Wallonie n'a guère à se féliciter de vingt-cinq ans d'accords culturels bilatéraux : un saupoudrage d'initiatives individuelles, des expositions éphémères, quelques voyages de conférenciers ne sont que la phase embryonnaire de courants d'échanges. Encore une fois, il faut commencer par les jeunes : apprentissage sur place des langues vivantes, valorisation des cours suivis à l'étranger, stages prolongés. Alors seront réunies les conditions pour réussir la mise au point d'instruments de travail : lexiques multilingues, répertoires thématiques. Le catalogue automatisé, mis au point par la bibliothèque du Congrès à Washington (plan MARC⁽¹⁾) et adopté dans la plupart des pays de la C.E.E., est

(1) Il en est de même de l'*E.R.I.C. System* (*Educational research and information center*) rassembleur et distributeur mondial aux conditions les plus avantageuses de toute documentation de caractère scientifique liée à l'enseignement et dont le siège se trouve à l'Université de BOULDER (Colorado, U.S.A.) (N.D.L.R.).

à peine connu en Wallonie, et cependant l'accès aux circuits de l'information scientifique est le préalable à n'importe quelle recherche et *a fortiori* à la moindre innovation.

Cela suppose à la fois une concertation des politiques et, bien davantage encore, l'**ouverture** de chaque unité de recherche, de chaque chercheur, aux mondes extérieurs à notre microcosme. Un récent colloque l'a proclamé : « Seul un véritable dialogue Europe - Région peut sortir la Wallonie de son marasme actuel ». Pour dialoguer, il vaut mieux comprendre la langue de ses partenaires et en tous cas l'anglais, langue du travail international.

* * *

Bref, les nouveaux besoins qui obligeront les centres de documentation de Wallonie à se transformer consistent en autant d'élargissements : public plus nombreux, plus contestataire et plus ouvert aux progrès scientifiques, plus impatient de secouer les cloisons que lui imposent encore l'Etat national et le particularisme linguistique.

DU BON USAGE DES CRISES

Inflation de l'information d'abord. Il n'y a plus de valeurs stables. En chimie et en médecine, une innovation risque d'être périmée après quelques mois ; en sciences humaines, la longévité des actualités scientifiques est probablement inférieure à une décennie. Passé ce délai, elle est intégrée dans un programme de cours ou un manuel de vulgarisation. A ces rythmes correspondent une rapide rotation des publics et une plus criante inégalité des chances : certains Départements restent dans la course, d'autres sortent en série des fossiles diplômés.

La hausse du prix du papier et celle des salaires dans les imprimeries rendent inéluctables les difficultés des quotidiens qui n'ont pas réussi à tirer parti de la photo-composition et de l'ordinateur. Suivent la réduction des surfaces rédactionnelles au profit de la publicité, la prime aux gros tirages, l'agonie des revues locales, le coût prohibitif des livres qui requièrent une illustration et une typographie soignée ; c'est le cas des ouvrages scientifiques.

Bibliothèques et centres de documentation n'ont pas leurs crédits adaptés à l'index. Dans l'espoir de ne rien changer, la plupart attendront (en vain) la fin des vaches maigres et continueront à acheter un peu de tout dans tous les domaines. Fatalement, ce sera au détriment de l'originalité car les collections à bon marché ont un faible pour les vieilles gloires consacrées. D'autres se regrouperont : le cas vient de se produire à Liège. Si les avantages sont indiscutables pour l'amortissement des frais généraux (personnel, locaux, appareils didactiques, recours à l'ordinateur), il se pourrait que trop de distance sépare le public des bibliothécaires. Comme pour les universités et les magasins, la taille *optimum* n'a rien à voir avec des considérations de prestige.

Dans les services universitaires et dans les écoles techniques, trop d'habitudes font obstacle à une rationalisation méthodique. Toutefois les autorités académiques rechignent de plus en plus à subventionner des bibliothécaires invisibles

ou des réserves de livres interdits aux étudiants. Les demandes de crédit doivent désormais formuler explicitement les objectifs du service, définir à long terme une politique d'achats, la justifier par un taux d'utilisation. La réaction la plus saine est alors de se concerter entre services analogues. La crainte de la facture est le commencement de la sagesse. Il aura fallu les restrictions budgétaires des années '70 pour mettre fin à des doubles emplois d'autant plus scandaleux qu'il est impossible de faire deux heures de route sans trouver un centre universitaire. La rigueur scientifique, si souvent invoquée à propos d'un iota, ne serait-elle plus de mise lorsqu'il s'agit des millions dont nous sommes redevables à la communauté wallonne ?

Le gaspillage d'argent n'est peut-être pas sans remède. Qui fera le bilan des occasions perdues par l'euphorie des trente dernières années ? Les mois passés à rassembler une bibliographie criblée de lacunes, les chercheurs prisonniers d'une problématique bornée, les étudiants de 1977 s'essouffant sur les pistes abandonnées depuis 1950...

La crise actuelle serait salutaire si, au creux de la vague, elle plaçait les Wallons en face de quelques choix trop longtemps éludés : individualisme ou concertation ; dépenses en ordre dispersé ou priorité délibérée en faveur d'instruments de travail collectif.

LES MOYENS A NOTRE PORTEE

Pluri-disciplinaire, *team work*, collectifs anonymes... Y a-t-il, derrière ces mots trop à la mode, autre chose que des utopies ? Jugeons l'arbre à ses fruits. Voici une brochure éditée en 1975 à Bergen (Norvège) par un consortium européen de recherches politiques : elle signale plus de 400 collections de données immédiatement disponibles : fichiers, réponses à des enquêtes, tests de popularité, mesures hebdomadaires de l'opinion publique. Plus près de nous, à Louvain-la-Neuve, les *Belgian Archives for Social Sciences* (BASS) comptent parmi leurs fondateurs des experts en enquêtes sur le Tiers Monde, de sorte que, sur les 194 séries répertoriées (fin de l'année 1975), beaucoup se rapportent au contrôle des naissances dans des pays tels que le Liban, la Martinique, Hong-Kong, le Chili. Mais bien d'autres sont déjà représentés (Etats-Unis, France, Belgique) tandis que l'éventail des thèmes est ouvert au large puisqu'il va depuis les résultats électoraux jusqu'aux origines sociales et aux aspirations des étudiants en passant par les opinions sur le Marché Commun et les budgets des ménages. Quelques centres, — à Montréal, le *Département de Démographie* ; à Liège, le *Service de Traitement Automatique de la Documentation Sociale* (STADS), — s'efforcent de rendre complémentaires et de combiner les variables relatives à une même population et, bien entendu, à ses composantes : strates sociales, générations successives. L'aire étudiée est alors forcément régionale.

Qu'il s'agisse d'une province ou du monde entier, de fréquentation scolaire ou de mobilité sociale, les objectifs sont les mêmes : rendre accessible une documentation inédite, explorer (notamment par l'analyse factorielle) l'interaction d'un grand nombre de variables, étendre les comparaisons. Une banque de don-

nées est aux antipodes de la démarche traditionnelle du chercheur isolé qui passe le plus clair de son temps à accumuler ses matériaux documentaires. Faute de points de comparaison dûment contrôlés, ses généralisations sont ou trop timides ou trop hasardées et, de surcroît, il ne publie qu'un fragment de ses résultats.

Stigmatiser l'impuissance des efforts individuels ne suffit pas à tuer le vieux réflexe *amon nos-ôtes*⁽²⁾. On ne gagnerait pas grand'chose si la Wallonie organisait ses banques de données comme autant de chasses gardées au profit des seuls initiés. La vigilance est de mise, même si le coût de l'informatique oblige jusqu'à présent la plupart des centres de recherches à s'insérer dans des consortiums : la division internationale du travail y découle de la nécessité d'amortir les frais de programmation.

Les tarifs des Centres de Traitement sont connus. Dans l'ensemble du processus de recherche, l'informatique ne se taille nullement la part du lion : au Danemark, une bibliothèque assurant la diffusion sélective mensuelle de 6.000 documents techniques ne consacre que 25% de ses dépenses à l'ordinateur. Le prix de 5 minutes de dialogue, grâce à une console qui permet d'interroger un ordinateur à 500 km de distance, le coût d'un tableau à double entrée, d'un cartogramme, d'un index, tout cela est calculé à un franc près et peut donc être intégré dans un plan.

Le coût des informations obtenues par l'utilisateur d'une bibliothèque traditionnelle n'a jamais été évalué. Dans un tel brouillard, une politique scientifique relève davantage de la foire d'empoigne que de la stratégie volontaire d'un Etat moderne.

Voici plus de dix ans que l'ordinateur a bouleversé les perspectives des sciences humaines, de la pratique administrative, de l'enseignement. Nous n'avons à évoquer ici ses immenses capacités de mémoire, sa souplesse, que pour nous étonner de ce que tant de performances soient encore si peu utilisées. Sans doute son irruption a-t-elle ravivé, au sein de chaque institution, la vieille querelle entre Anciens et Modernes. L'issue n'en est pas douteuse. Plus inquiétant est le retard qui s'accumule. Dans les bibliothèques, l'indexation automatique, qui a déjà fait ses preuves à échelle réduite, se répand avec une lenteur désespérante. L'Administration des Archives commence à établir des tables et à rédiger des inventaires par ordinateur. Mais c'est le vaste secteur de la presse, des archives filmées et sonores, de la tradition orale, bref ce que l'on commence à appeler l'histoire immédiate, qui devrait bénéficier de répertoires de thèmes et de mots-clefs. La plupart de nos universitaires ne soupçonnent pas ce qu'est un système informatisé de documentation, un langage documentaire combinatoire, un profil d'intérêts. L'informatique, en 1977, reste l'affaire d'un trop petit nombre de spécialistes. Dans quelques années, elle obligera à diffuser dans les écoles la logique, la théorie des ensembles, la sémantique. Elle exige une rigueur qui est déjà une éducation.

Elle peut devenir aussi le garant des intérêts du consommateur, en l'occurrence du public. L'automatisation du prêt des livres rend manifestes les goûts et les besoins des lecteurs : une enquête menée à Liège en 1972 a mis en évidence, entre autres, la prépondérance des jeunes (étudiants et personnel scientifique) et le succès des sciences humaines. Ces habitudes de lecture varient selon la nature

(2) « Chez nous autres » (N.D.L.R.).

des études, la profession, l'âge. Pourquoi une politique d'achats n'en tiendrait-elle pas compte ? Ce serait réduire d'autant le bluff publicitaire de ceux qui prétendent parler au nom du lecteur moyen ou du gros public. Sauf dans les services archi-spécialisés, on a d'ailleurs affaire à plusieurs publics qu'il ne s'agit pas tant de dénombrer ou de cliquer une fois pour toutes que d'observer, afin de prendre au sérieux leurs *desiderata* et de pressentir, en temps utile, les orientations novatrices.

Pas de démocratie sans respect du travail d'autrui. Et cependant l'élite pensante usagère des bibliothèques a-t-elle le moindre égard pour la besogne abrutissante qu'impose un classement alphabétique ? Dans des services évolués, la même tâche est exécutée en quelques secondes par un ordinateur et le personnel, libéré des gestes répétitifs qui n'apprennent rien, peut se consacrer à des perfectionnements et à des initiatives que ne prendra jamais aucun robot. L'indexation rapide des auteurs et des titres n'est qu'une performance ; une gestion automatisée assume désormais les commandes, les prêts, la continuation des périodiques.

DES MEMOIRES POUR QUOI FAIRE ?

Le livre de raison, l'illustré à bon marché, l'album de photos, les cartes dont les perforations désignent l'ouvrier qui touche sa paie ou l'étudiante qui réussit un test, ce ne sont nullement des objets de collection, mais de modestes supports d'une mémoire encore fragmentée. La tâche qui nous attend consiste à rendre possibles les synthèses auxquelles nous ne faisons que rêver : la mentalité populaire, la « mise en scène de la vie quotidienne », les travaux et les jours de tous les Wallons... En somme, ce n'est que poursuivre l'œuvre accomplie par le XIXe siècle qui inventa les dépôts d'archives pour les curieux d'un passé insolite, les Conservatoires pour les amateurs de virtuoses, les bibliothèques publiques pour la propagation des bons livres. Notre temps est moins fasciné par l'exceptionnel ; plus exactement, une de ses ambitions est d'immerger chaque chef-d'œuvre dans le contexte qui lui restitue ses multiples dimensions et, par là, sa souveraineté.

Pareil élargissement des perspectives coïncide avec le foisonnement de nouvelles dialectiques entre les chercheurs et les documents sur lesquels ils se fondent. Il ne s'agit plus tant d'exploiter une source déjà captée, analysée, cataloguée, que d'emprunter, au sein d'amas documentaires qui défient l'imagination — c'est en kilomètres de rayons que se mesurent les archives contemporaines tandis que les périphériques d'ordinateurs stockent par centaines de millions des informations plus rigoureusement sériées encore — des données dont l'agencement fait tout l'intérêt et dont les significations ne seront jamais épuisées par un seul homme. Elle est évanouie la croyance aux dépouillements exhaustifs et aux synthèses définitives. Il est plus réaliste de se contenter d'approches, mais à la condition expresse de préparer le relai à prendre par une plus jeune génération. La banque de données est justement conçue afin de garantir cette continuité dans l'effort : elle vise à engranger chaque récolte individuelle pour la rendre accessible à tous les coopérateurs.

Le terminal d'ordinateur donne la chance unique d'une décentralisation du

savoir. Un écran TSO installé à Mons ou à Namur en apprend aussi long que son frère jumeau de Bruxelles ou de Liège. L'interconnexion des centres de documentation atténue le monopole des capitales. En France, le C.N.R.S. transforme peu à peu ses tardives fiches signalétiques en bibliographies automatisées. A Bruxelles, la Bibliothèque Royale diffuse une information sélective et qui colle à l'actualité. Le télécatalogage permet en outre de rédiger à distance, au profit de dizaines de petits centres, les fiches bibliographiques des articles qui sortent de presse. Les Universités wallonnes qui se proclament « au service de la région », ont là une occasion d'étendre leur rayonnement *extra muros*.

En réduisant au minimum la distance entre le chercheur et sa documentation, le bibliothécaire et ses lecteurs, la Wallonie et ses voisins, en traitant des avalanches de données et en organisant la maîtrise de systèmes complexes, l'informatique court-circuite les labyrinthes où l'on inculque aux débutants la peur de changer. Elle sonne le glas des mandarins. Que leur reprochons-nous, sinon d'avoir mutilé le Passé : l'histoire réduite à un podium réservé aux potentats et aux vedettes, la culture à des acrobaties de forts en thème, l'enseignement à un prêchi-prêcha d'idéologues. Pour un tel passé, tant mieux s'il n'y a plus d'avenir !

On n'expulsera jamais la dimension qu'est le Temps ; pas plus qu'on n'éteindra la curiosité à l'égard des changements de toute nature et l'espoir d'en infléchir quelques-uns.

Plus rapide que l'écriture, plus souple que l'imprimé, l'informatique est le nouveau type de mémoire que nous offre le XXe siècle. Reste à savoir si les Wallons réussiront à la domestiquer afin de créer une histoire totale, une culture pratiquée (et pas seulement consommée) par le grand nombre, un enseignement qui soit un continuuel apprentissage.

Etienne HELIN,
Université de l'Etat à Liège